
REPÈRE

3 À propos du rapport entre le capital social et les capitaux propres d'une société Ou l'art de compliquer le droit des sociétés

On se souvient que la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant « diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des...

ALERTES

52 Réglementation de l'intermédiation en opérations de banque et services de paiement : mais de qui se moque-t-on ?

À quoi bon réglementer une activité si c'est pour ne tirer aucune conséquence des manquements de ceux qui la pratiquent irrégulièrement ? En 2010, le législateur a, par la loi de régulation bancaire...

• Rapport et avis

53 Banque de France : rapport annuel 2022 Source : Banque de France, communiqué de presse, 22 mars 2023. – Banque de France, Rapp. annuel 2022, 22 mars 2023 La Banque de France recense dans son...

ENTRETIEN

7 Bilan de 8 années d'existence du HCJP

À l'occasion de la publication par le HCJP de son rapport sur le bilan de ses huit années d'existence, Gérard Rameix, président du HCJP depuis janvier 2019, s'exprime sur l'évolution des travaux...

ÉTUDES

9 Les Credit Default Swaps (CDS), 15 ans après la crise : où en est-on ?

Les Credit Default Swaps (CDS) sont des dérivés de crédit imaginés aux États-Unis dans les années 1990 par la banque J. P. Morgan. Leur usage s'est largement mondialisé, ce qui en a fait un outil...

10 Quelques aspects fiscaux concernant les crypto-monnaies

Les opérations sur les crypto-monnaies conduisent à traiter le cas des entreprises et des particuliers, s'agissant de la TVA et du revenu ou bénéfice. Il faut aussi envisager la taxation du transfert...

11 Le régulateur et la finance verte

Dans la présente étude, nous étudions la manière dont le Droit est confronté à la nécessité de guider et contrôler les pratiques des grandes entreprises et comment il peut tenter de le faire au mieux...

12 De meilleures pratiques pour un TAEG irréprochable

Il faut s'attendre, à moyen terme, à un durcissement des exigences prétorienne sur l'exactitude des taux annoncés. Une rigueur accrue est donc nécessaire quant aux éléments à prendre en compte pour...

13 SGP : violation du monopole bancaire et défaillances en matière de gestion de conflit d'intérêts

La commission des sanctions de l'AMF a sanctionné une société de gestion pour violation du monopole bancaire et des défaillances affectant son dispositif de prévention et gestion des conflits...

Autorités - Établissements - Statuts

PRÊT LIBELLÉ EN DEVICES 68 Prêts libellés en devises (remboursables dans la devise de l'emprunt), contrôle des clauses abusives et devoir de mise en garde. Affaire à suivre... Solution. – Ne...

Garanties du crédit - Sûretés personnelles et réelles

CAUTIONNEMENT 78 Responsabilité de la caution envers le débiteur principal Solution. – La caution qui est informée par la banque de l'adéquation du prêt aux capacités financières des emprunteurs...

Recouvrement des créances - Surendettement – Procédures d'insolvabilité

RECOUVREMENT DES CRÉANCES 95 Saisie immobilière et irrecevabilité Solution. – L'autorité de la chose jugée du jugement d'orientation fait obstacle à l'annulation du jugement d'adjudication en raison...

DROIT FINANCIER Gestion de portefeuille

SOCIÉTÉ DE GESTION 111 Les classifications SFDR des OPC français au regard de l'exposition de leurs portefeuilles aux énergies fossiles – Une étude publiée par l'AMF dresse un état des lieux des...

Crédits aux particuliers (mobilier, immobilier)

CLAUSES ABUSIVES 69 Autorité de la chose jugée et concentration des moyens Solution. – Un débiteur soumis à une procédure collective contre lequel a été rendue une décision irrévocable admettant à son...

Bancassurance

ASSURANCE EN GÉNÉRAL 90 Assurance en général : unité d'appréciation de la faute dolosive à la Cour de cassation Solution. – Selon l'article L. 113-1, alinéa 2, du Code des assurances, l'assureur ne...

Droit bancaire européen

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DU CRÉDIT 110 Le sort des frais de dossier en cas de remboursement anticipé du crédit : des précisions bienvenues Solution. – L'article 25, paragraphe 1 de la directive...

Finance alternative et durable

RÈGLEMENT SFDR 114 Classification des fonds en vertu du règlement SFDR : les doutes persistent en dépit d'une lecture plus libérale – L'entrée en vigueur des règlements délégués « SFDR » a conduit à...

Droit financier européen et international

SERVICE FINANCIER 116 La protection des consommateurs concluant à distance un contrat de service financier – La proposition de directive vise à renforcer la protection des consommateurs qui concluent...

DOSSIER

13 Deuxièmes journées franco-suisse de droit bancaire : conditions générales de banque et conditions tarifaires

Le droit bancaire peut-il simplement s'étudier, en 2023, d'un point de vue national ? Assurément non. Cette matière présente des aspects de droit international particulièrement marqués. La doctrine a...

15 L'encadrement des conditions générales de banque en droit suisse

Les conditions générales des banques ne font pas l'objet d'une réglementation particulière en droit suisse. C'est d'abord à travers l'incorporation et l'interprétation que leur contrôle s'opère,...

14 Le régime juridique des conditions générales de banque en droit français

Les conditions générales de banque, et plus particulièrement les conditions tarifaires, font l'objet en droit français d'un certain nombre de règles auxquelles le professionnel de la banque doit se...

16 L'encadrement des tarifs bancaires en droit français

Les tarifs bancaires sont, par principe, libres. Néanmoins, depuis plusieurs années, certains de ces tarifs font l'objet d'un encadrement légal ou réglementaire. Ces limitations demeurent, cependant,...

17 L'encadrement des tarifs bancaires en droit suisse

Les tarifs bancaires ont longtemps bénéficié d'un cadre libéral en droit suisse. Le droit à une concurrence efficace impose toutefois depuis quelques années de nouvelles règles en matière...